

Plus de 100 universitaires juifs condamnent l'administration Trump pour son exploitation de l'antisémitisme

Description

Joshua Leifer 6 octobre 2019

Plus de 100 universitaires juifs signent une lettre ouverte exigeant que l'administration Trump cesse d'exploiter l'antisémitisme en vue de briser la critique d'Israël sur les campus.



Le Président Donald Trump et la Première Dame Melania Trump visitent un mémorial à l'arbre de Vie de Pittsburgh le mardi 30 octobre 2018, à la suite du massacre de masse qui a tué 11 fidèles. (Andrea Hanks/White House)

Des universitaires juifs ripostent aux tentatives de l'administration Trump de faire taire la critique d'Israël sur les campus. Plus de 100 universitaires juifs ont signé une lettre ouverte adressée au Département Américain de l'Éducation en réponse à sa demande que le Consortium d'études du Moyen Orient de l'Université Duke de Caroline du Nord modifie son programme, sous peine de voir ses financements supprimés.

La lettre ouverte à la Secrétaire de l'Éducation Betsy DeVos, parmi les signataires de laquelle on compte des intellectuels connus tels que Judith Butler, Noam Chomsky, et l'artiste Molly Crabapple, condamne l'enquête récente du Département de l'Éducation menée dans le consortium et l'ultimatum auquel elle a donné lieu, comme « une campagne sans fondement et anti-démocratique d'intimidation ; la lettre accuse le Département de l'Éducation d'exploiter la peur de l'antisémitisme » et d'utiliser les juifs et notre inquiétude quant à l'antisémitisme, pour essayer de justifier une politique répressive ».

La lettre dénonce aussi « l'islamophobie choquante présente » de la lettre du Département de l'Éducation dans sa présentation de ce que l'enquête a révélé.

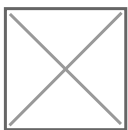
DeVos a ordonné une enquête dans le consortium de l'Université Duke suite à une plainte selon laquelle une conférence accueillie en mars dernier sur la politique dans la bande de Gaza où ont intervenus plusieurs experts américains, israéliens et palestiniens trahit respectivement à fait montre « de graves biais anti israéliens et d'une rhétorique antisémite ».

Le Département de l'Éducation a, sous Trump, adopté une posture agressive vis-à-vis de la critique d'Israël, plus particulièrement vis-à-vis du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) et un changement peut-être le mieux incarné par la nomination du chef du Département des droits civiques, Ken Marcus. Opérateur professionnel pro-Israël de longue date, Marcus a poussé le gouvernement à finir le mouvement BDS comme antisémitisme et à signer le militantisme anti occupation et de solidarité avec la Palestine comme des violations des droits civiques des étudiants juifs.

Mais alors que la plainte initiale concernant un biais anti-Israël et de l'antisémitisme fut ostensiblement le catalyseur de l'enquête du Département de l'Éducation, le texte faisant part de ses observations n'a fait mention ni de l'antisémitisme ni d'Israël. En revanche, le Département de l'Éducation a prétendu que le consortium de Duke ne répondait pas aux critères requis pour obtenir des financements fédéraux, en se concentrant trop sur des cours en études culturelles et sur des thèmes comme « l'amour et le désir dans l'Iran moderne » et pas assez sur « le développement de la sécurité et de la stabilité des États Unis ». Ainsi, ce qui a commencé avec le prétexte d'enquêter sur la base d'une accusation d'antisémitisme fallacieuse finit par une intervention fédérale rare dans le programme des cours d'une institution universitaire.

« Voilà que le Département de l'Éducation s'attaque à une conférence traitant de Gaza pour avoir un effet dissuasif sur la liberté de parole sur les campus » a dit Lara Friedman, présidente de la Fondation pour la Paix au Moyen Orient et qui était une des intervenantes de la conférence sur Gaza en mars dernier. L'action du Département de l'Éducation, a-t-elle dit dans une interview, a effectivement été une attaque en règle au niveau national contre les programmes d'études sur le Moyen Orient qui acceptent des fonds fédéraux.

« L'attaque conte la conférence sur Gaza était bidon d'ailleurs le Département » a ajouté Friedman. « Quiconque s'est réellement penché sur ce qu'il s'est passé lors de la conférence dirait « ce n'est pas de l'antisémitisme ». Et il semble que le Département de l'Éducation ait été incapable de supposer qu'il faut motiver pour essayer de trouver de l'antisémitisme et de le trouver.



Discours de Betsy DeVos, Secrétaire Fédérale de l'Éducation au Congrès 2017 de l'Action Politique Conservatrice, à National Harbor, dans le Maryland, 23 février 2017 (Gage Skidmore/CC BY-SA 2.0)

Charlotte Rosen, une doctorante de l'Université Northwestern qui a participé à la rédaction de la lettre ouverte des universitaires juifs, a qualifié l'enquête du Département de l'Éducation « d'usage cynique » du traumatisme juif historique et une tentative de contrôler ce qui se disait sur la politique israélienne et de faire taire des voix d'opinion marginalisées.

La lettre des universitaires juifs, dit-elle, était destinée à signaler à l'administration Trump « un rejet venant de la communauté même pour laquelle il prétend agir et parler en son nom ».

Rosen a jouté que l'objectif suivant serait de « continuer à se faire entendre que la critique d'Israël et de la politique israélienne n'est pas antisémite ».

L'enquête du Département de l'Éducation sur le consortium de Duke fait partie de l'offensive anti BDS en cours de la part des pro-Israël. Avec l'aide de l'administration Trump, cette offensive intègre les efforts du Secrétaire adjoint Marcus pour changer la définition de l'antisémitisme du gouvernement, les tentatives d'étouffer sur les campus la critique d'Israël et le militantisme solidaire des Palestiniens, et des projets de lois anti boycott que l'ACLU considère anticonstitutionnels adoptés dans au moins 27 États. Des organisations de la bourgeoisie juive américaine, depuis la Ligue anti diffamation jusqu'au Comité juif américain, ont fortement appuyé ces mesures.

« Nous sommes prudents, apparemment, en tant que groupe, à l'étouffement de la liberté de parole sur les campus, dans l'espace public, si c'est ce qui est exigé pour qu'une exception soit faite sur Israël » a dit Friedman à propos de la position des organisations communautaires juives à l'égard de l'enquête du Département de l'Éducation et de l'étouffement de projets de lois anti boycott. Le fait que cela se produise dans un moment de croissance de l'intolérance anti progressiste, de montée d'un antisémitisme mortel et que notre communauté participe activement et contribue à la fermeture de l'espace pour une parole libre, pour la contestation politique, est inadmissible ».

Joshua Leifer est rédacteur du magazine Dissent. Il a été précédemment rédacteur du magazine +972. Il a aussi écrit dans The Guardian, The Nation, n+1, et ailleurs

Source : [+972](#)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

date créée

2019/10/13